

La même chose dans la région de Pierreville: les camions de pompiers Pierre Thibault qui misent énormément sur le libre-échange pour augmenter encore leur personnel et nécessairement leur clientèle; tout est axé sur une productivité améliorée vers le libre-échange. La région de Yamaska, la région de Saint-David, que ce soit les campagnes environnantes de la région de Sorel-Tracy, comme Saint-Robert, Saint-Aimé, Sainte-Victoire, Saint-Ours, toutes ces régions-là aussi auront des retombées extrêmement importantes au niveau du libre-échange, et surtout la région majeure de ma circonscription, celle de Sorel-Tracy, où des compagnies comme Acier Atlas, Acier Slater, qui dépendent énormément du marché américain en termes d'approvisionnements, auront un marché garanti et aussi des taux qui baisseront progressivement au cours des dix prochaines années de 10 p. 100 à 2 p. 100 par année à 1 p. 100, c'est-à-dire pour arriver dans 10 ans à avoir un marché garanti d'approvisionnement en acier.

Que ce soit également pour la compagnie Fer et Titane ou les compagnies majeures comme Soreltech dans la région de Sorel-tracy, le libre-échange est une mine d'or pour ces régions-là, puisque ces régions-là sont des régions prédestinées pour le libre-échange. Donc, je salue énormément ces électeurs de la circonscription de Richelieu et je les remercie encore une fois pour la forte majorité et le pourcentage de 69 p. 100 du vote, et je leur dis que ce que j'ai fait au cours des quatre dernières années, j'ai l'intention de continuer exactement dans le même sens en termes de présence, en termes d'intervention à la Chambre, et en termes surtout de retombées économiques pour toute la circonscription de Richelieu.

Je voudrais à l'occasion de ce débat sur le libre-échange, monsieur le Président, puisque nous sommes à l'étape de l'article 2 qui parle surtout des définitions, je voudrais à l'aide du petit texte que j'ai préparé livrer un peu ma pensée au niveau de la sécurité sociale puisqu'on a parlé énormément pendant la campagne électorale, cette campagne de peur menée par les libéraux, de manque de confiance dans le pays et de manque de confiance dans la capacité des Canadiens de performer au niveau nord-américain. On n'avait plus d'arguments économiques et on est allé avec des arguments plutôt de peur, en disant, par exemple, que les hôpitaux ou tout ce qui touche la sécurité sociale pourrait être en danger avec l'Accord de libre-échange. Quelle fausseté, bien sûr, démontrée par la plupart des spécialistes, mais il faut le rappeler à ces derniers comme à la population que ces craintes étaient complètement non fondées!

Cela me fait penser un peu à des gens, quand on écoutait les libéraux nous parler de relations fédérales-provinciales, on disait toujours que c'était impossible de s'entendre avec les provinces. Et pourtant, on a démontré le contraire. Ils ont toujours été d'une arrogance...

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

et je me rappelle qu'on raconte le fait suivant au sujet, justement, de l'équipe libérale qui nous avait précédés en 1984, et on dit, par exemple, qu'il y avait une province d'Afrique qui avait un problème avec les éléphants, alors, cette province d'Afrique s'en va à l'ONU et demande qu'une commission spéciale soit créée de façon à résoudre le surplus d'éléphants dans cette province. Alors, on désigne le Canada, on désigne nécessairement la France et l'Angleterre pour trouver une solution, et les Américains, afin de trouver une solution au problème du surplus d'éléphants dans cette partie d'Afrique.

Or, les Américains amènent rapidement une solution qui s'intitulait: Comment mettre les éléphants en «cannes» et les vendre à la consommation humaine. Tandis que nos Français arrivent et proposent simplement un rapport disant: Le contrôle des filles-mères chez les éléphants est-il possible? Tandis que nos Anglais d'Angleterre nous disent dans le rapport: Pouvons-nous organiser des safaris pour la famille royale afin de faire disparaître le nombre d'éléphants dans cette région d'Afrique? Et le rapport des Canadiens n'arrivait pas, et le gouvernement libéral du coin ne produisait pas son rapport. Alors, deux mois après, le président de l'ONU téléphone pour dire: Est-ce que vous allez produire votre rapport sur le problème des éléphants? Deux mois plus tard, on arrive avec un livre de cette dimension-là... intitulé: Les éléphants sont-ils de juridiction fédérale ou provinciale?

Alors, voilà le genre de gouvernement qu'on avait qui étudiait toujours pour savoir si c'était de juridiction fédérale ou provinciale avant d'intervenir plutôt que de créer un climat de collaboration entre les provinces, comme le gouvernement actuel le fait, et qui produit des retombées économiques extrêmement importantes au niveau de toutes les circonscriptions du Québec comme du reste du Canada.

Nous avons souvent affirmé depuis la conclusion de cette Entente commerciale que l'intégrité des systèmes de sécurité sociale du Canada n'étaient aucunement menacés par l'Accord de libre-échange. En fait, monsieur le Président, la plus grande menace pour nos programmes sociaux serait plutôt une économie stagnante, le protectionnisme et le maintien du *statu quo*. En plus de ne présenter aucune menace pour la viabilité de nos programmes sociaux avec l'Accord de libre-échange, notre gouvernement et les gouvernements à venir auront toute la latitude nécessaire pour l'élaboration de nouvelles politiques sociales répondant aux besoins de tous les Canadiens. Nous avons l'un des meilleurs systèmes de sécurité sociale au monde et nous sommes fiers de cette réalisation collective.

L'histoire nous a démontré, monsieur le Président, qu'il était possible de faire progresser nos acquis sociaux tout en augmentant notre potentiel concurrentiel. Les